

**Point de presse du porte-parole
adjoint - République
tchèque/République
slovaque/Entretiens de Mme
Nathalie Loiseau avec ses
homologues tchèque et slovaque -
Santé/Fonds mondial de lutte contre
le sida, la tuberculose et le
paludisme/Evaluation de
«l'Initiative 5%» sur la période
2011-2016 - Sommet de l'Union
africaine - Turquie -
Etats-Unis/Russie - Iran
(Paris, 30 janvier 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - République tchèque - République slovaque - Entretiens de Mme Nathalie Loiseau avec ses homologues tchèque et slovaque (Paris, 30 janvier 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, s'entretient le 30 janvier avec M. Ales Chmela, secrétaire d'Etat tchèque aux affaires européennes, et M. Ivan Korčok, secrétaire d'Etat slovaque aux affaires européennes.

Elle évoquera l'actualité européenne et les propositions françaises pour la refondation d'une Europe souveraine, unie et démocratique, fondée sur un agenda de protection et de convergence. Les travaux porteront également sur la perspective de renouvellement des plans d'actions des partenariats stratégiques franco-tchèque et franco-slovaque.

Mme Nathalie Loiseau participera ensuite au lancement des célébrations du centenaire de la création de la Tchécoslovaquie au Centre tchèque de Paris. C'est dans ce lieu de mémoire, symbole des liens historiques entre nos pays, qu'a été créé le 14 mai 1916 le conseil national tchécoslovaque, préfigurant la création de la Tchécoslovaquie le 28 octobre 1918.

2 - Santé - Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme - Evaluation de «l'Initiative 5%» sur la période 2011-2016 (Paris, 30 janvier 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a ouvert ce matin la réunion de restitution publique de l'évaluation stratégique de

«l'Initiative 5%» sur la période 2011-2016.

Deuxième contributeur du fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, la France s'est engagée en 2011 à répondre aux demandes en expertise technique des pays francophones bénéficiaires des subventions du fonds mondial, qui faisaient part de difficultés récurrentes pour accéder aux ressources du fonds ou pour assurer la mise en oeuvre des financements reçus. Nous avons ainsi décidé de réserver 5% de notre contribution à un appui à la conception des projets, à leur mise en oeuvre et à l'évaluation des subventions allouées, afin de renforcer leur efficacité et leur impact sanitaire.

Après sept ans de mise en oeuvre, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a souhaité évaluer ce dispositif en associant son opérateur Expertise France, le fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, les ministères chargés de la santé et de la recherche, les parlementaires et les partenaires engagés dans la lutte contre les pandémies, dont la société civile.

L'évaluation souligne la cohérence de cette initiative et son efficacité quant au renforcement des systèmes de santé des pays bénéficiaires. Sur la base de l'identification des limites du dispositif, elle formule plusieurs recommandations pour le pérenniser dans les années à venir.

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, en lien avec tous ses partenaires, s'appuiera sur ces recommandations pour améliorer la performance de ce dispositif original de coopération internationale.

Pour plus d'informations :

https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/evaluation_initiative_5pc_rapport_final_290118_cle47f59a.pdf

3 - Sommet de l'Union africaine (Addis Abeba, 22-29 janvier 2018)

La France salue plusieurs résultats importants du 30ème sommet de l'Union africaine qui s'est tenu du 22 au 29 janvier à Addis Abeba : avancées dans la réforme institutionnelle de l'Union africaine, lancement du marché africain unique du transport aérien, adoption d'un protocole sur la libre-circulation des personnes et réunion du conseil d'administration de l'initiative africaine pour les énergies renouvelables.

La France félicite également le président de la République du Rwanda, M. Paul Kagamé, pour son élection à la présidence de l'Union africaine.

La France est attachée à la poursuite et à l'intensification de sa coopération avec l'Union africaine pour la paix, la stabilité, l'intégration et le développement durable du continent africain. Elle salue en particulier les chantiers ouverts dans plusieurs domaines : financement prévisible des opérations africaines de paix ; mise en oeuvre des partenariats entre les Nations unies et l'Union africaine d'une part, et entre l'Union européenne et l'Union africaine d'autre

part ; mise en place d'une zone de libre-échange continentale ; mobilisation accélérée du potentiel de l'Afrique en énergies renouvelables.

4 - Turquie

Q - Le ministère intervient-il dans le dossier d'Ebru Firat, cette franco-turque d'origine kurde détenue depuis septembre 2016 en Turquie et condamnée à 5 ans de prison ? Ses avocats ont demandé son transfèrement en France et des élus de la région Occitanie ont adressé le 2 janvier une lettre à M. Le Drian pour appuyer cette requête. Quelle suite avez-vous donné à cette sollicitation et y-a-t-il du nouveau dans ce dossier ? Êtes-vous en contact avec Ebru Firat, ou avec sa famille installée en France ?

R - La France est attentive à la procédure judiciaire visant notre compatriote Ebru Firat.

Elle appelle la Turquie à respecter ses engagements en matière de droits de l'Homme et de libertés fondamentales. À l'issue de son entretien avec son homologue turc à Paris le 5 janvier, le président de la République avait souligné que «nos démocraties doivent complètement respecter l'Etat de droit».

Une visite consulaire auprès d'Ebru Firat est prévue dans les prochains jours. Nous allons examiner, dès qu'elle nous parviendra et dans les meilleurs délais, sa demande de transfèrement. La Turquie a adhéré à la convention sur le transfèrement des personnes condamnées du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983.

5 - Etats-Unis/Russie

Q - Le département du Trésor des Etats-Unis a publié le «Rapport du Kremlin», une liste de 114 personnalités politiques et 96 hommes d'affaires russes qui pourraient faire l'objet de sanctions. Le chef de la diplomatie Sergueï Lavrov et le Premier ministre Dmitri Medvedev sont sur la liste. Comment cette décision des Etats-Unis peut-elle affecter la relation entre la France et la Russie ? Cela peut-il influencer les invitations de membres de cette liste à des événements en France ?

R - Nous comprenons qu'il s'agit d'une liste de noms publiée par les autorités américaines, et non à ce stade d'une décision de nouvelles sanctions.

6 - Iran

Q - Hier marquait en Iran les 1.000 jours de la détention de la journaliste et défenseur des droits de l'homme Narguesse Mohammadi, médaille de la ville de Paris. Arrêtée le 5 mai 2015, elle a été condamnée à 10 ans de prison ferme. Privée des soins médicaux dont elle a besoin, sa santé est en danger. Quelle est votre réaction ?

R - Nous avons fait part aux autorités iraniennes de notre préoccupation et de notre souhait d'une issue rapide concernant la situation de Mme Narguesse Mohammadi, journaliste et vice-présidente du centre des défenseurs des droits en Iran. La France avait déploré publiquement en septembre 2016 sa condamnation à une peine de prison.

Nous demandons en particulier aux autorités iraniennes de tout mettre en oeuvre pour qu'elle bénéficie de tous les soins requis par son état de santé.

La France réitère son attachement à la liberté de la presse et à la liberté d'opinion et d'expression, en Iran comme partout dans le monde./.